

Chers camarades,

merci à tous d'avoir répondu présent ce jour à l'appel de vos organisations syndicales. Une mobilisation à Tours qui comme partout en France s'annonce déjà comme un succès et qui regroupe de manière unitaire dans la grève interprofessionnelle, les jeunes , les actifs, les chômeurs , les retraités du secteur public et du secteur privé, sur une revendication claire que porte FORCE OUVRIERE depuis le début, celle du Retrait du projet de Loi Travail.

Oui nous réaffirmons ce jour que pour les organisations ouvrières et les salariés ce texte n'est ni amendable ni négociable il doit être rétiré. Oui toute sa logique est néfaste et doit être combattue.

Cette manifestation du 31 est un succès, Pour autant depuis plus d'un mois, le gouvernement Hollande/Valls use de toutes les manoeuvres pour faire passer son projet. C'est même un véritable sketch qui se poursuit mais il ne fait pas rire, et c'est même lamentable.

En effet, après la menace du 49-3, le ton autoritaire et l'air de donneur de leçon, après l'insupportable temps de la « pédagogie » où nous avons été traités comme des ânes, pris pour des imbéciles, le gouvernement a quelque peu changé d'attitude.

Il faut dire que la mobilisation du 9 mars 2016 a été une franche réussite et l'a contraint à une autre approche

Exit donc la rigidité des premiers jours, le gouvernement tente désormais de « dealer » pour faire passer un texte qui bien que revisité n'en garde pas moins son orientation ultra-libérale ce « nouveau projet » n'en demeure pas moins inacceptable. Le Premier Ministre « deale » donc, mais avec les mauvaises personnes!

Et pour cause, il négocie avec ceux qui n'étaient pas dans la rue, avec les éternels « a-priori-d'accord » avec les benis oui-oui, avec ceux qui accompagnent tous les reculs sociaux et toutes les contre réformes, CFDT en tête.

Ce faisant, Monsieur Valls a tenté d'enrayer la mobilisation et d'éviter qu'elle ne s'étende . Et on a crû même assister à un mauvais vaudeville tant la partie semblait écrite d'avance: pour faire passer un projet de loi libéral pépère, le gouvernement y ajoutait quelques points extrêmes sur lesquels il était prêt à céder (si jamais ça passe alors tant mieux!), des syndicats-amis montraient les griffes, le gouvernement lâchait ces fameux points et le tour était joué!

Les syndicats-amis aujourd'hui se targuent de nous avoir fait éviter le pire, auto-congratulent leur syndicalisme « de dialogue » et le gouvernement fait passer sa pilule ni vu ni connu!

Toutes ces manoeuvres n'ont servi à rien , la mobilisation de ce jour est la meilleure réponse de la classe ouvrière. Oui les salariés ont compris que le gouvernement s'attaque au minimum d'égalité de droit qui les protège. Oui cette loi bafoue les principes républicains, détruit les droits collectifs et individualise les salariés qui seront demain dans l'insécurité et la précarité. C'est dans sa philosophie le pire projet de loi réactionnaire depuis l'après-guerre !

LE coeur de cette loi concerne la hiérarchie des normes !

La hiérarchie des normes, c'est la pyramide d'application de la loi, qui veut que le code du Travail prime sur tout accord négocié à un niveau inférieur, que ce soit dans le secteur professionnel (la « branche »), l'entreprise ou même l'individu avec son contrat. C'est le principe que la loi, votée par les élus de la République, pose un socle commun, que chacun est libre d'améliorer par accord.

Demain, la loi sera une indication, que chacun sera libre de dégrader par accord. Mais des accords signés dans quelles conditions?

Le gouvernement et ses syndicats-amis qui tentent de vendre cette disposition arguent qu'il s'agit de donner plus de poids à la négociation locale, au plus près des « besoins de l'entreprise et des salariés ». Ce serait donc donner plus de pouvoir aux syndicats.

Cela relève d'une vision théorique du dialogue social! D'une vision idyllique de la négociation collective qui nie la réalité de la lutte des classes

Dans la vraie vie, la vie des vrais salariés, il est rare que l'employeur donne quelque chose qui coûte (augmentation de salaire par exemple, amélioration des conditions de travail, augmentation des mesures de sécurité, etc.) sans qu'il faille se battre pour l'obtenir. C'est ça le réalisme! Être dans la réalité, c'est être conscient que sur le terrain, les syndicats et les salariés qu'ils représentent sont plus que jamais exposés au chantage à l'emploi.

Au final, inverser la hiérarchie des normes, c'est donner plus de pouvoir à l'employeur, c'est remettre en cause les lois de la République, c'est exposer les travailleurs à l'unique loi que connaît le libéralisme: celle du plus fort.

Cette remise en cause des fondements de notre droit du Travail doit inquiéter tous les travailleurs, privés comme publics. D'une part, il est une habitude que toute remise en cause des droits des salariés du privé préfigure celle du public (au passage, toujours en tentant d'opposer les uns et les autres) et d'autre part, il s'agit de mettre un terme à la dynamique libérale de ce gouvernement qui contre réforme après contre réforme détricote tous les acquis de la République sociale..

Mettre fin à ce projet de loi, c'est poser une exigence forte de progrès social. C'est donner du poids à l'ensemble des revendications sociales que nous portons, aussi bien dans le privé que dans le public. C'est donner, ensemble, de la force aux revendications de chacun.

Jeudi 17 mars 2016, la ministre de la fonction publique a annoncé la revalorisation du point d'indice (base de calcul du salaire des agents publics) de 1,2%, après 6 ans de gel...

Inutile de dire que c'est plus qu'insuffisant: c'est bien loin de la simple compensation de la perte de pouvoir d'achat de 8% depuis 6 ans!

Alors chers camarades, il faut continuer après le 31 mars à élargir la mobilisation dans toutes les entreprises et administrations à tenir nos AG dans l'unité la plus large possible sur le mot d'ordre du retrait total du texte. Aujourd'hui nous montrons notre détermination pour obtenir satisfaction et si le gouvernement s'obstinait nous n'aurons d'autre choix que de maintenir le rapport de force et la grève interprofessionnelle. Il est possible de faire reculer le gouvernement qui comme le montre l'actualité est affaibli. A FO nous sommes déterminés à continuer ce combat avec les autres organisations CGT/SUD/FSU et la jeunesse. Nous ne céderons pas il en va de notre avenir collectif.